



Association Internationale de Techniciens, Experts et Chercheurs

21 ter, rue Voltaire 75 011 Paris - tél. 01 43 71 22 22
Internet : <http://aitec.reseau-ipam.org>

Assemblée générale de l'Aitec

28 janvier 2016

15 Participant-e-s:

Jean-Pierre Troche
Amélie Canonne
Anne Querrien
Hélène Cabioc'h
Nils Loret
Cécile Canpolat
Krisztina Keresztély
Sarah Valin

Gus Massiah
Gérard Larose
Michel Capron
Francis Mestries
Denis Aguiton
Johan tyszler
Lala Hakuma Dadci

Excusé-e-s:

Lilia Santana,
Maxime Combes
Jean-Philippe Milesy
Alain Fabart
Marc Mangenot

Cette assemblée générale s'est structurée autour des trois temps suivants :

- 18h30: **introduction** par Amélie Canonne
- 19h00: **validation du rapport financier et des comptes 2014** par Cécile Canpolat
- 19h30: **Bilan des activités et perspectives**

Introduction par Amélie Canonne

Objectifs l'AG et prochaine échéance Aitec

Cette Assemblée générale a pour objectif de valider les comptes 2014 et de faire un point sur les activités de notre association en 2014 et 2015. Elle a également pour objectif d'initier la discussion sur les instances de la vie associative de l'Aitec, et notamment sur la façon de mieux impliquer nos membres. Cette AG préfigure l'AG plus substantielle qui aura lieu en avril, au cours de laquelle nous organiseront un moment d'échange plus approfondi sur la vie associative et le fonctionnement collectif et qui sera aussi un temps pour faire de nouvelles élections.

Le Rapport d'activité 2014 a déjà été diffusé en 2014, et est toujours accessible sur le site de l'Aitec (<http://aitec.reseau-ipam.org/spip.php?article1495>)

Validation du Rapport Financier 2014

Le déficit financier a été résorbé, pour rappel, une dette importante s'était accumulée depuis 2012 environ (résultat négatif de 42 000€ en 2012). Ce désendettement a été possible grâce aux financements obtenus pour les campagnes autour des Accords de Libre Échange, et notamment autour de la campagne contre le Tafta.

Pour 2014 : résultat net de 23 654€ euros (sur un budget de 150 000€ environ) mais cela correspond à de la trésorerie disponible pour les activités 2015.

En termes de produits : subventions et légère baisse des cotisations à 5700 euros (moins d'adhérent-e-s et donations moins conséquentes, moins de sollicitation envers les adhérent-e-s en 2014). Nous avons une bonne diversité de bailleurs de fonds, cela réduit les risques d'arrêt brutal des subventions. Les financements ne sont pas trop liés à des cofinancements ou sont des financements croisés, ce qui permet plus de souplesse. En dehors de l'UE, nos bailleurs de fonds ne demandent pas que l'on rende des comptes trop détaillés, ce qui nous donne une certaine souplesse pour nos activités.

Les charges de fonctionnement sont faibles (loyer, comptabilité) car moins de 14 000 euros.

Résultat

En 2014, le résultat net global est positif : il s'établit à 23 654€. Cet excédent s'explique par l'importance des financements reçus pour la campagne contre le TAFTA, qui ont permis de dégager un résultat positif (subventions s'étalant jusqu'en 2015).

Le déficit que l'Aitec avait rencontré est désormais résorbé, et le prêt à long terme octroyé par Amorce en 2012 remboursé. Il faut toutefois rester vigilants et bien tenir compte des provisions pour mener à bien les activités sur lesquelles l'Aitec s'est engagée et faire face aux imprévus. Les fonds de l'Aitec reposent principalement sur les subventions dans le cadre de la

campagne contre le TAFTA, il est donc important d'en tenir compte dans les prévisions budgétaires.

Produits

Comme les années antérieures, les produits sont constitués quasi exclusivement de subventions, les plus importantes émanant de :

- la Fondation pour le Progrès de l'Homme (60 000 €)
- Isvara (5 000€)
- la Région Ile-de-France, Citoyen Urbain: 18 278, FRDVA (11 250 €) et pour le projet Méditerranée (4 000€)
- Citizens for Europe (4 250 €)
- la Fondation un Monde par Tous (7 000 €)
- JMG Foundation et Fair Trade Foundation (61 496€)

L'association a également bénéficié d'aide à l'emploi de la Région Ile-de-France (Emploi Tremplin, 15 000€).

Les cotisations et les dons ont baissé par rapport à 2013, passant d'environ 8 600 € à 5 700€.

Charges

Charges du personnel : 1 temps plein CDI, 1 CDD de 6 mois (rémunération du personnel: 33 903€, charges sociales 16 122€)

Les « autres achats et charges externes » (100 489€, 66% du total des charges), constituent le principal poste de dépenses répartis entre :

- des charges de fonctionnement à proprement parler (loyers, affranchissement, honoraires compta, etc.), pour environ 13 800 €, soit un montant stable et faible
- des frais de fonctionnement imputables à des actions menées (billets d'avion, location de salle, prestations type traduction, sous traitance d'activité à EP...).

Sur la question des cotisations : les relances se font en même temps que l'envoi du rapport d'activité, donc seulement une fois par an.

Propositions (à réfléchir avant la prochaine AG) :

→ **Proposition de faire un appel à cotisations auprès de nos partenaires.** À définir.

→ Mise à jour de la liste des membres

→ En préparation de la prochaine AG extraordinaire: faire un rappel sur le paiement de la cotisation par les membres. L'Aitec doit être financée également un peu par ses ressources propres. Donc il faudrait profiter de la communication en amont de l'AG extraordinaire pour insister sur ce point.

→ Sur le site de l'Aitec : « soutenir l'Aitec » en adhérant et/ou effectuer un don.

→ Encourager et développer les adhésions à l'Aitec, pour atteindre au moins une centaine de cotisants

- Réfléchir au mode de cotisation IPAM et voir comment flécher des cotisations vers des associations en particulier
- Réadapter taux de cotisation IPAM... le 18 février.
- Relancer groupe urbain et donc les cotisations.

Éléments de budget 2015

En 2015 la masse salariale a augmenté : l'Aitec compte deux emplois tremplins en CDI: Lala et Denis, et un CDD : Johan.

Leg de 1500 euros d'une personne inconnue,

Budget autour de 300 000€. L'activité de l'Aitec augmente grâce aux financements de l'Union européenne et des divers bailleurs pour la campagne contre le TAFTA.

État des lieux des activités Aitec

Aujourd'hui l'Aitec compte 4 salariés : Lala (coordination, commerce et extractivisme) , Nils (coordination de la campagne des zones hors Tafta européennes, donc poste financé) Denis (alternatives locales au libre échange) et Johan (campagne STOP TAFTA, poste partagé Attac/aitec).

En termes de temps de travail, les activités AITEC tournent beaucoup autour du TAFTA, de la libéralisation du commerce et des activités des multinationales autour de ces questions.

Le Groupe urbain n'a pas été très actif depuis le départ de Charlotte.

Chantiers de l'Aitec en 2014-2015

Commerce- extractivisme

L'Aitec a suivi, en 2014-2015, les négociations de plusieurs Accords de libre échange, participé à différentes campagnes de mobilisation et/ou de plaidoyer contre ces accords (TAFTA, ALE Colombie-Pérou, APE, ALECA etc). L'Aitec a également participé aux débats européens sur les questions commerciales, pendant les élections européennes et lors de différents moments politiques.

Campagne STOP TAFTA

Une grande partie des activités de l'Aitec concerne la campagne contre le TAFTA. L'Aitec est notamment un des membres moteur du Collectif STOP TAFTA au niveau français, et participe activement aux réseaux européens portant la campagne. Pour des informations détaillées, voir le rapport FPH de toutes les activités autour de Tafta « [Campagne Stop Tafta – Bilan des conventions Aitec-Attac](#) ».

Campagne contre l'extractivisme

L'Aitec a obtenu un financement de l'UE pour 2015-2017 sur les questions de commerce et extractivisme, multinationales... Ce financement a permis la production de supports de sensibilisation (pièce de théâtre sur le lobbying des multinationales dans le secteur de l'énergie « [Changement climatique : de l'or en barre !](#) », exposition peuples-extractivisme « [Des fossiles et des Hommes](#) »), le renforcement d'un travail en partenariat avec un réseau européen

et français assez divers (Amnesty, Global witness, Powershift, CIR etc.), en particulier autour de la campagne pour lutter contre le commerce des minerais des conflits (régulation en discussion à l'UE, toujours en cours). En 2015 ce chantier s'est beaucoup articulé autour de la COP21. Ce chantier permet de recouper les enjeux commerciaux et d'extractivisme, et va également permettre de retravailler la question du lobbying et de l'imbrication politique-finance.

Activités transversales -IPAM

Attac

Hélène représente Aitec-Ipam au CA et au bureau d'ATTAC depuis 3 ans.

De nombreuses réflexions ont eu lieu dernièrement sur les modes d'engagement au sein d'Attac, en cause notamment le vieillissement des adhérent-e-s.

Trois axes de campagnes en cours : libre échange/TAFTA/CETA, la campagne Requin axée sur banques et multinationales qui mettent en œuvre des politiques particulièrement scandaleuses. Par exemple, la Société Générale a été ciblée ces derniers mois avec une large campagne de fauchage de chaises contre les placements financiers effectués par la banque. Le Conseil Scientifique est à renouveler car en crise relative depuis quelques temps et qui ne produit qu'assez peu. Les groupes ATTAC Europe se renforcent, notamment avec l'arrivée du groupe anglais Global Justice Now qui apporte une perspective de solidarité internationale rajeunie et élargit l'aspect internationaliste d'ATTAC.

Renouvellement du CA d'ATTAC notamment côté du collège des fondateurs où de nombreux membres sont peu actifs. Attac a été très actif sur la question de la crise européenne, le Plan B en Espagne, Blockupy à Francfort, etc.

Beaucoup de nouvelles personnes ont adhéré à ATTAC grâce au travail mené depuis quelques temps, notamment via la campagne TAFTA, la COP21, ou le livre noir des banques. Le nombre d'adhérents a augmenté récemment dépassant la barre des 9000.

Hélène va quitter le CA d'ATTAC (sa mandature prend fin en avril) elle devrait être remplacée par le binome Gildas/Denis.

La présence de l'Aitec au CA d'ATTAC est notamment un enjeu pour y porter l'approche internationaliste, alors que l'association peut se focaliser sur une approche européenne stricto sensu. Question importante notamment dans le débat actuel qui traverse les mouvements sociaux sur la question de la laïcité et de l'islamophobie.

Aitec s'investit particulièrement dans les FSM et les Universités d'été CRID/ATTAC. Cela passe notamment par le biais d'Echange et Partenariat dans le cadre d'IPAM avec de nombreux volontaires qui ont participé à l'organisation de ces forums sociaux. Ex : FSM Tunis, COP21 en Belgique ou la COP22 au Maroc.

CRID

Amélie représente Aitec-Ipam au CA du Crid. Denis est impliqué dans le groupe de préparation de l'Université d'été de la Solidarité Internationale et des Mouvements Sociaux Attac-Crid 2016.

L'Aitec est en cours d'Adhésion au Forum citoyen pour la RSE. Gérard est intéressé pour suivre le processus du forum citoyen de la RSE.

Lala suit également la campagne internationale des mouvements en vue de la mise en œuvre d'un traité contraignant pour la régulation des multinationales porté par l'ONU.

Urbain

Le groupe urbain est en difficulté depuis un certain temps. Le recrutement d'une stagiaire pour le groupe urbain en 2015 a notamment été un échec faute d'encadrement.

Plusieurs membres du groupe urbain proposent de relancer le groupe en vue d'Habitat 3. Une [note](#) a été envoyée cette après midi pour inviter les membres à s'investir. HIC, AIH, Cesare et le Forum de la Reforme Urbaine Bresilienne ont appelé à un contre-forum HABITAT 3 en octobre à Quito. L'objectif est d'organiser une réunion début mars du groupe urbain en vue de faire une déclaration sur potentiellement trois parties ou trois déclarations : une déclaration des mouvements français ou internationaux (à discuter avec No Vox et HIC), une déclaration de chercheurs et d'universitaires, une déclaration en vue de la création d'un réseau de municipalités progressistes. Voir également la possibilité de faire une déclaration co-portée par les mouvements sociaux et les chercheurs. Il y a cependant une interrogation sur la force et la légitimité de l'AITEC en vue d'une déclaration de chercheurs.

Plusieurs villes sont intéressées et motrices dans la préparation d'Habitat 3: Plaine Commune et Barcelone. Braouezec est président de la commission inclusion sociale de CGLU, et Magali représente PC à la commission. Besoin de modes d'emplois pour les municipalités afin de mener des politiques progressistes : quel type de politique alternative peut-on mettre en place ? La question ne se pose pas forcément qu'en termes idéologiques.

Prochaine réunion du groupe urbain pour préparer Habitat 3 : **jeudi 3 mars au CICP**. Faire un appel assez large aux partenaires proches.

Habitat 3 peut être une opportunité de relancer le travail du groupe urbain. Enjeu d'avoir un salarié à mi temps ou temps plein pour dynamiser le travail. Enjeu également de ne pas travailler que sur Habitat 3. Il n'est pas évident de multiplier les axes de travail, mais nous pouvons engager un travail de réflexion sur les formes de redistributions de richesse et la solidarité sur la question du foncier. Une opportunité de financement via la Fondation Abbé Pierre est envisageable et pourrait aider le groupe urbain à se relancer.

La ville de Barcelone va également convoquer une réunion fin avril avec les maires de villes Hors Tafta afin de mettre en visibilité l'opposition des collectivités territoriales au TAFTA et de créer un cadre d'alliance avec les mouvements sociaux. L'enjeu pour l'AITEC est de travailler la question des alliances avec les villes progressistes dans ce cadre aussi. L'ambition est de travailler à rapprocher cette initiative de celles qui auront lieu dans le cadre des mobilisations sur Habitat 3.

Dans la préparation d'Habitat 3, plusieurs discussions : la transformation des villes progressistes par leurs pratiques, sur la question des migrants, question de l'accès aux services, enfin question du TAFTA et de la parole internationale des villes.

Il reste 7/8 mois avant Habitat 3. Enjeu, si mi mars un texte est écrit en vue d'une déclaration, il s'agira de le faire discuter par les grands mouvements sociaux et ensuite d'engager une discussion avec les villes.

Le groupe Service Public de l'Aitec n'existe plus depuis plusieurs années, mais le travail de Denis (sur les collectivités territoriales et les alternatives) permettra certainement de relancer

le groupe. Il y a un risque que l'Aitec soit uniquement identifié par son travail Tafta, il est donc important que l'on continue à travailler sur d'autres chantiers (Denis et Lala ne travaillent pas ou pas uniquement sur Tafta).

Mode de fonctionnement associatif de l'Aitec

Pour la prochaine Assemblée Générale l'enjeu est de réfléchir plus profondément au fonctionnement associatif de l'Aitec et à ses instances. La principale question à se poser est celle de la vie associative en relation avec les engagements des adhérent-e-s.

À titre d'exemple, nous avons un CA de plus de 30 membres mais qui est très difficile à réunir. Le bureau se réunit, mais discute essentiellement du fonctionnement technique de l'association. Les groupes de travail sont parfois en difficulté à cause de l'engagement nécessaire pour y participer.

=> Proposition de mettre en place un bureau élargi afin de discuter à la fois des questions administratives et de fonctionnement de l'Aitec mais également des campagnes à mener et des actions à effectuer. Enfin, nous pourrions envisager des temps de discussion politique, par exemple 2 ou 3 par an afin de toucher plus largement les adhérent-e-s et le sympathisant-e-s. On peut également envisager pour les personnes intéressées par l'AITEC mais qui ne se retrouvent pas dans un groupe de travail de s'engager à Attac ou dans d'autres structures afin de renforcer les commissions. Ces personnes pourraient ré-injecter leur savoir et le contenu de leur intervention afin de nourrir nos réflexions.

Décision de la date de la prochaine Assemblée Générale Extraordinaire : le mardi 19 avril à 18h30